



**Syndicat Unitaire des Personnels
des Administrations Parisiennes**

6 rue Pierre Ginier 75018 Paris / tél.: 01 44 70 12 80 / mail : syndicat.supap-fsu@paris.fr

LA FSU TERRITORIALE **PARIS**

Retour à « l'A-normal » à la DLH !!!

Nous avons tous reçu la lettre de communication de la Direction vendredi dernier, via laquelle depuis le début de l'année notre direction communique avec ses agents.

Ce mois-ci la DLH présente le retour à « la normale »...en fait le retour au fonctionnement du monde d'avant. Alors même que de beaux discours annonçaient depuis un an que « jamais au grand jamais » nous ne referions les mêmes erreurs qu'avant... (Dixit le retour imposé en juillet passé).

Nous rappelons à la Direction que tous les agents de la DLH ont dû se mettre en ordre de marche depuis un an pour faire fonctionner notre direction et mener à bien nos missions.

Pour cela dans un 1^{er} temps on nous a proposé une Responsabilisation forcée des agents : certains ont dû, bien souvent seuls, s'organiser pour télétravailler : l'heure était à la responsabilité individuelle pour le fonctionnement des services publics.

Certains l'ont fait sur leurs deniers personnels (équipements, coût du travail à la maison), et les missions sont remplies sans qu'aient été discuté les objectifs. C'est d'ailleurs ce qui a été reconnu par notre direction dans un entre nous d'Avril 2021 : « *Au cours du Conseil de Paris qui se réunissait la semaine dernière, la Maire a rendu hommage à la qualité du service public parisien, qui a montré l'étendue de sa force et de son adaptabilité depuis plus d'un an* »

Pourquoi cette précipitation ? Pratiquement du jour au lendemain et, à priori sans concertation préalable de l'encadrement intermédiaire ni des instances représentatives ? Quelles sont les règles du nombre d'agent par bureau ? Où en sont les problèmes de ventilation souvent abordés lors des CHSCT de l'année 2020 ? Pourquoi aucune concertation avec les agents ?

Notre direction va au-delà des consignes remises même par le secrétariat général, avec un retour à « la vie d'avant », elle met en danger la santé de tous en nous mettant face à des injonctions contradictoires.

Nous espérons que les instances représentatives sauront se saisir de ce problème et ne pas simplement suivre la position de la direction de la DLH.

Pour rappel l'urgence reste également la mobilisation contre la Loi de Transformation de la Fonction Publique., avant le conseil de Paris de Juillet.

Nous devons rester unis pour défendre nos congés et notre temps de travail,

Défendre le dialogue social,

Défendre le statut des fonctionnaires,

Défendre les agent.e.s contre les sanctions administratives sans recours